

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

POUVOIR ADJUDICATEUR :

FranceAgriMer

Adresse du siège : 12 rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 – 93555 Montreuil Cedex

Objet du marché :

**Réalisation de prestations diverses permettant la participation de FranceAgriMer
au Salon International de l'Agriculture 2024**

LOT 2 : restauration - prestation traiteur

Établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs du code de la commande publique

Consultation selon procédure adaptée en application
du 2° de l'article L.2123-1 et du 3° de l'article R.2123-1 du code susvisé

Date d'envoi de l'avis au BOAMP pour publication : **19 septembre 2023**

Dossier de consultation des entreprises téléchargeables via :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&i](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&i)

[d=2377729&orgAcronyme=b4n](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&i)

Date et heure limites de remise des offres : **16 octobre 2023 avant 12h00**

SOMMAIRE

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES	1
I - CLAUSES ADMINISTRATIVES	3
Article 1. Objet du marché	3
Article 2. Allotissement du marché	3
Article 3. Procédure de consultation	3
Article 4. Identification des parties contractantes	4
Article 5. Pièces constitutives du marché	4
Article 6. Lieu d'exécution des prestations	5
Article 7. Durée du marché	5
Article 8. Livrables attendus et délai de livraison	5
Article 9. Contexte général	6
Article 10. Budget	6
Article 11. Description des prestations	6
Article 12. Prix	6
Article 13. Sous-traitance	7
Article 14. Obligations des parties	7
14.1. Obligations du titulaire	7
14.2. Obligations du pouvoir adjudicateur	8
14.3. Obligation de discrétion et confidentialité	8
Article 15. Contrôle de la bonne exécution des prestations	8
Article 16 : Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	9
Article 17 : Prestations supplémentaires ou modificatives	9
Article 18 : Clauses de réexamen	9
Article 19. Avance	10
Article 20. Modalités de règlement	11
20.1 Échéancier de paiement	11
20.2 Facturation	11
20.3 Délai de paiement et intérêts moratoires	11
Article 21. Pénalités	12
Article 22. Assurances	12
Article 23. Résiliation	13
23.1 Dispositions générales	13
23.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général	13
23.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché	13
23.4 Résiliation pour événements liés au marché	13
23.5 Résiliation pour faute du titulaire	14
Article 24. Exécution aux frais et risques du titulaire	14
Article 25 : Cessions	15
25.1 Cession ou nantissement de créances	15
25.2 Cession du marché	15
Article 26 : Règlement des différends entre les parties	15
II - CLAUSES TECHNIQUES	17
Article 27: Présentation des prestations attendues	17
Article 28. Moyens à disposition du titulaire	17
Article 29. Description des prestations	18
Article 30: Le fonctionnement des services de restauration	19
Article 31: Suivi d'exécution - Reporting	21
Annexe 1 : Données protégées	22

I -CLAUSES ADMINISTRATIVES

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations diverses permettant la participation de FranceAgriMer au Salon International de l'Agriculture 2024.

Article 2. Allotissement du marché

Il est précisé que le marché est constitué de trois lots:

- **Lot 1** : conception, réalisation, aménagement et régie du stand de FranceAgriMer au SIA 2024
- **Lot 2** : restauration – prestation traiteur
- **Lot 3** : conception, réalisation et suivi des animations sur le stand

Chacun des lots fait l'objet d'un marché distinct. **Le présent cahier des clauses particulières porte uniquement sur le lot 2 du marché.** Il s'agit d'un marché ordinaire pour la réalisation d'une prestation spécifiquement déterminée.

Article 3. Procédure de consultation

Lot 1 : Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue par les articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1 à R.2124-2-1° du code de la commande publique.

La publicité est passée selon les articles R.2131-16-1°, R.2131-17, R.2131-19 à R.2131-20. En l'espèce, l'avis d'appel public à la concurrence est publié au Journal Officiel de l'Union européenne (JOUE) et au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) sur le site www.journal-officiel.gouv.fr ; le dossier de consultation des entreprises est accessible sur la plate-forme des achats de l'État «PLACE» via www.marches-publics.gouv.fr

Lot 2 : Les services de ce lot relèvent du 2° de l'article L.2123-1 et du 3° de l'article R.2123-1 relatif aux marchés ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques dont la liste figure dans un avis annexé au code de la commande publique. La consultation est passée selon la procédure adaptée quelle que soit la valeur estimée du besoin.

La publicité est passée selon le 1° de l'article R.2131-12 du même code. Ainsi, l'avis d'appel public à la concurrence est publié au Bulletin Officiel des Annonces et Marchés Publics (BOAMP) sur le site www.journal-officiel.gouv.fr ; le dossier de consultation des entreprises est accessible sur la plate-forme des achats de l'État «PLACE» via www.marches-publics.gouv.fr

Lot 3 : Au regard de son montant, le marché est passé selon le 2 de l'article R.2123-1 du code de la commande publique. En l'espèce, il donne lieu à la consultation sans publicité de fournisseurs identifiés par le pouvoir adjudicateur comme susceptibles d'exécuter les prestations.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 3 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

Article 4. Identification des parties contractantes

Les parties contractantes du présent marché sont les suivantes :

1. Le pouvoir adjudicateur : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer dont la Directrice Générale est la représentante légale. Il désignera nommément au moment de la notification du marché les correspondants qui auront en charge les relations avec le titulaire du marché.
2. Le prestataire de services qui aura conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur dénommé «titulaire» ou «prestataire» dans le présent document. Il désignera nommément un correspondant qui assurera les relations avec les correspondants du pouvoir adjudicateur au titre du marché. Les référents du pouvoir adjudicateur doivent pouvoir entrer en contact avec lui en temps réel. Tout remplacement du correspondant désigné par le titulaire est obligatoirement porté à la connaissance du pouvoir adjudicateur et ce dans les plus brefs délais.

Le titulaire est également tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Forme des notifications et informations

La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Toute notification est portée à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisé). En tout état de cause, le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

Article 5. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement, complété et signé au moment de l'attribution du marché, et le cas échéant ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant
- le présent cahier des clauses particulières et ses annexes 1 et 2
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- l'ordre de service associé le cas échéant à la réalisation de prestations

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 4 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

supplémentaires,

- la proposition technique du titulaire présentant de façon détaillée les modalités de réalisation des prestations faisant l'objet du marché.

Seules les pièces détenues par le pouvoir adjudicateur font foi. Les conditions générales de vente du prestataire, dès lors qu'elles s'avèrent contraires au présent document ne sont pas prises en considération.

Article 6. Lieu d'exécution des prestation

Paris Expo – Porte de Versailles – 1 place de la Porte de Versailles – 75015 Paris – France.

Article 7. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. La notification vaut commencement d'exécution des prestations qui s'achèvent à l'issue du SIA qui se déroulera du 24 février 2024 au 03 mars 2024.

Le marché prend fin à l'issue d'une période de 12 mois à compter de sa date de notification. Il est ensuite reconductible tacitement pour trois nouvelles périodes de 12 mois chacune, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur notifié au titulaire au plus tard deux mois avant la date d'échéance de la précédente période.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

A chaque reconduction les préparatifs des prestations démarreront 3 mois avant la date d'ouverture du SIA de la période reconduite concernée. Ces préparatifs concernent tous les éléments susceptibles d'évoluer d'une année sur l'autre :

- Communication des dates de l'édition suivante du SIA
- Propositions des menus
- Theme de l'animation culinaire
- Plan du stand et des différents espaces dédiés à la restauration
- Coordonnées des prestataires retenus pour les lots 1 et 3 qui ne sont pas des lots reconductibles

Ces prestations seront exécutées tout au long de la durée de ce même salon (10 jours).

Article 8. Livrables attendus et délai de livraison

Le titulaire doit avoir mis en place les différents équipements nécessaires à la réalisation de sa prestation au plus tard la veille du démarrage du salon soit **le 23 février 2024 à 17h**.

L'admission des prestations à la charge du titulaire est prononcée par le pouvoir adjudicateur après vérification de leur conformité aux exigences du présent CCP.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 5 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

Si le constat n'est pas satisfaisant, le titulaire encourt des pénalités dans les conditions de l'article 18.

Article 9. Contexte général

FranceAgriMer, Établissement public administratif sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, a la charge du suivi des filières de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture.

La plaquette de présentation de l'Établissement est téléchargeable sur le site Internet de FranceAgriMer (www.franceagrimer.fr).

Le Salon International de l'Agriculture est un temps fort en termes de communication pour FranceAgriMer qui sera **présent dans le hall 4 du Parc des expositions.**

Article 10. Budget

Le budget total alloué pour ce lot se situe dans une fourchette comprise entre 50 000€ HT et 73 000 € HT maximum.

Article 11. Description des prestations

La prestation de restauration/traiteur attendue tout au long du Salon International de l'Agriculture, soit du 24 février 2024 au 3 mars 2024, est décrite précisément dans la deuxième partie du document intitulée « clauses techniques ».

Disposant d'une cuisine sur place, le titulaire du marché devra préparer et servir les repas (petit-déjeuner, déjeuner, collation, cocktail...) pour les équipes présentes sur le stand, et pour la direction et ses invités, et assurer une animation culinaire sur le stand à destination du public.

La cuisine doit permettre de s'adapter aux imprévus, tout en limitant le gaspillage alimentaire.

Article 12. Prix

La monnaie du marché est l'euro. Le prix est forfaitaire. Il est ferme pendant toute la durée du marché et non actualisable. Sa décomposition figure dans l'annexe financière complétée par le prestataire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services ainsi que notamment :

- l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire,
- tous les frais afférents à la réalisation de la prestation y compris les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à leur exécution,
- les frais de coordination dans le cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants, ainsi que les conséquences de leur défaillance,

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 6 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

- les marges pour risques et les marges bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant mais également tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres,

De façon générale, les prix doivent comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (notamment : la fourniture de la vaissellerie et de la batterie de cuisine, des produits et ustensiles nécessaires au fonctionnement du bar, des produits alimentaires nécessaires à la restauration et à l'animation culinaire, (y compris du panier groumand journalier à gagner), la location d'un camion frigorifique, la prise en charge du recrutement, de la rétribution et des repas du personnel recruté, et ce pendant toute la durée du salon).

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur. Pour les prestataires établis à l'étranger, le prix proposé devra être libellé en hors taxes dans la mesure où il revient au pouvoir adjudicateur d'auto-liquider le montant de la TVA correspondant au taux en vigueur en France.

Article 13. Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations du marché qu'à condition d'avoir préalablement obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement selon les conditions des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Après le dépôt de l'offre, le dossier du sous-traitant doit être remis au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent marché s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Article 14. Obligations des parties

14.1. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- réaliser les prestations qui lui sont confiées selon les normes de sécurité des stands inscrites au cahier des charges de l'organisateur du salon et la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments en vigueur, et lorsque celles-ci n'existent pas, selon les règles de l'art qui leur sont propres,
- ne diffuser aucune information confidentielle dont il aura connaissance durant l'exécution du marché,
- signaler au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, dès constat, toutes difficultés rencontrées au cours de l'exécution du marché,

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 7 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

- recourir aux produits agricoles et de la pêche permettant de valoriser les filières représentées par l'Etablissement et autant que possible sous label ou signe de qualité (AB, Label Rouge notamment). Le titulaire s'attachera également à privilégier, autant que possible, le choix de produits locaux afin de diminuer autant que possible l'empreinte carbone de FranceAgriMer au SIA.

14.2. Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au titulaire en temps utile toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du marché, notamment les informations se rapportant au prestataire en charge de l'exécution du lot 1 du marché de façon à leur permettre les points de concertation utiles à la bonne réalisation des prestations.

14.3. Obligation de discrétion et confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en avoir connaissance.

L'annexe 2 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données protégées et, en particulier des données à caractère personnel, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de cette obligation de confidentialité par le titulaire, il sera fait application de la clause de résiliation prévue par le présent document à l'article 23.

Article 15. Contrôle de la bonne exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire réaliser sur place durant le déroulement du salon, tout type de contrôle pour vérifier la conformité des opérations au regard des exigences des documents du marché.

En cas de constat de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles durant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur le lui signale via une fiche d'anomalie. Cette fiche préalablement établie par le pouvoir adjudicateur doit comporter au minimum le manquement constaté et le délai laissé au titulaire pour y remédier. Elle est ensuite transmise au titulaire par tout moyen permettant d'attester d'une réception certaine. Le titulaire dispose d'une heure maximum à compter de la réception de la fiche pour présenter ses observations quant au manquement qui lui est reproché, faute de quoi il est réputé l'avoir accepté.

Passé le délai fixé dans la fiche, le titulaire encourt une réfaction sur le montant de la facture qu'il ait remédié au manquement totalement ou uniquement partiellement. Cette réfaction sera proportionnelle à la résolution constatée.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 8 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

Article 16 : Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours calendaires à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées ci-après à l'article 26.

Article 17 : Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire, l'ordre de service mentionné ci-avant fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif.

Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de 15 jours calendaires suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Article 18 : Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 9 sur 25
---------------	--	-----------------	---------------

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par le pouvoir adjudicateur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

Article 19. Avance

Conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique, et sauf indication contraire dans l'acte d'engagement complété et signé avec le prestataire retenu, une avance lui sera versée.

Avance = 30 % du montant forfaitaire du marché.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de la notification au prestataire du marché (lot 2). Ce délai est de 30 jours.

Assiette de l'avance

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du marché (lot 2) diminué le cas échéant du montant des prestations confiées au (x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

Modalités de remboursement de l'avance

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part de ce marché postérieurement à la notification du marché, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire ou au sous-traitant. Il interviendra sur la facture de solde des prestations.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 10 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

Article 20. Modalités de règlement

20.1 Échéancier de paiement

Le paiement des prestations sera effectué à l'issue du salon de l'agriculture.

Toutefois, comme le prévoit l'article L.2191-4 du code de la commande publique, les prestations du marché qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à 3 mois maximum. Cette périodicité peut être ramenée à 1 mois sur demande du titulaire dans les cas fixés au R2191-22 du code de la commande publique. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à FranceAgriMer une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le montant de l'acompte sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées sur la base d'un état d'avancement des prestations et/ou des livrables apportés par le titulaire. L'acompte demandé par le titulaire ne pourra excéder 30 % du montant du marché.

FranceAgriMer accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement, en faisant apparaître l'avance à rembourser, les réfections ou les pénalités imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire

20.2 Facturation

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 et R.2192-3 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose au titulaire.

Ainsi le titulaire doit transmettre sa facture via **Chorus Portail Pro**.

Outre les mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale, la facture devra comporter les éléments mentionnés à l'article D2192-2 du code de la commande publique et notamment :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur de la facture,
- l'identification du marché (objet et numéro),
- le n° SIRET identifiant FranceAgriMer en tant que destinataire de la facture 130 006 364 00017,
- le numéro d'engagement juridique transmis par FranceAgriMer à la notification du marché,
- le code service 58002 COM – INT.

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

20.3 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture émise dans les conditions déterminées au 20.1 et 20.2.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 11 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-après donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

Article 21. Pénalités

L'imputation des pénalités ci-dessous fixées sera effectuée sur les sommes dues au titulaire du marché.

Le titulaire est tenu de livrer l'ensemble des petits équipements (vaissellerie, batterie de cuisine) au plus tard le **23 février 2024 à 17 h**.

En conséquence, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **5 000 €** dès lors que le pouvoir adjudicateur aura fait le constat lors des opérations d'admission du non-respect des exigences du cahier des clauses particulières. Dans ce cas, un délai est accordé par écrit (par tout moyen permettant de garantir sa réception certaine) au titulaire pour y remédier.

Passé ce délai, une pénalité supplémentaire de **200 €** sera appliquée au titulaire. Cette pénalité est décomptée par tranche de trois heures à compter du délai fixé au titulaire sachant que les heures comprises entre minuit et 6 heures du matin ne seront pas prises en compte.

Ces pénalités ne sont pas applicables si le titulaire justifie d'un cas de force majeure ou le fait du pouvoir adjudicateur.

Article 22. Assurances

Le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victime de dommages causés au cours de l'exécution des prestations du marché au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent marché, une attestation d'assurance valide couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribué.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance sur toute la durée du marché; il doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du marché, de produire cette attestation sur demande de l'acheteur dans un délai de 48 heures à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 12 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

Article 23. Résiliation

23.1 Dispositions générales

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que le pouvoir adjudicateur a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

23.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut, en l'absence de toute faute du titulaire et à tout moment, mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général.

Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité du fait du préjudice qu'il estime avoir subi du fait de la décision de résiliation. Il doit présenter une demande écrite à cette fin, dûment justifiée et chiffrée, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

23.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans le cas de circonstances particulières :

- décès ou incapacité civile du titulaire. Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date du décès du titulaire ou de son incapacité civile,
- redressement judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement,
- liquidation judiciaire, si après mise en demeure du liquidateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est prononcée prend effet à la date de l'événement,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

Dans les hypothèses visées ci-dessus, la résiliation n'ouvre pas droit à une indemnité.

23.4 Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de sa propre

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 13 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes conviendront d'une indemnité.

23.5 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- en cas de refus de produire les éléments prévus à l'article D8254-2 ou à l'article D8254-3 du code du travail ;
- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D8222-7 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique notamment après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail ;
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du présent marché ;
- interdiction, postérieurement à la signature du présent marché, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale ;
- non-respect par le titulaire des obligations contractuelles fixées au présent document ;
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou non-respect des obligations contractuelles relatives aux sous-traitants ;
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 23.3 ci-dessus ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels ;

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 24. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 25 : Cessions

25.1 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique.

La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du code précité et les comptables chargés du paiement sont désignés dans l'acte d'engagement.

25.2 Cession du marché

Par cession du marché, on entend tout remplacement d'un titulaire par un tiers au marché en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession du marché ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du pouvoir adjudicateur.

Article 26 : Règlement des différends entre les parties

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant du pouvoir adjudicateur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par le pouvoir adjudicateur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours calendaire ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation du marché

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne parviennent pas à régler à l'amiable le différend, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois calendaires, à compter de la notification de la décision prise par le pouvoir adjudicateur ou de la naissance de la décision implicite de rejet ci-avant mentionné, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

II -CLAUSES TECHNIQUES

Article 27: Présentation des prestations attendues

Le titulaire du lot 2 a en charge la réalisation de plusieurs types de prestations:

- Une animation culinaire : sur l'ilôt prévu à cet effet sur le stand, un(e) chef(fe) prepare et cuisine devant et pour le public ; l'objectif est pédagogique et gustatif (démonstration et dégustation) ; l'équipe d'animation du stand est en appui sur cette animation
- Un service de restauration quotidien pour les équipes qui travaillent sur le stand : buffet petit déjeuner et déjeuner à table
- Un service de restauration occasionnel à la demande pour des déjeuners VIP (2 à 5 personnes environ)
- Un service de cocktail pour des évènements (jusqu'à 120 personnes)

Pour l'ensemble de ces prestations, il est attendu du titulaire qu'il cuisine sur place afin de permettre notamment la souplesse et l'adaptation nécessaire aux imprévus.

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire utilisera des produits d'origine française afin de mettre en valeur les produits agricoles et de la pêche issus des filières représentées par l'Etablissement, Le titulaire s'attachera également à utiliser autant que possible des produits locaux.

Le type de cuisine attendue est une cuisine à base de produits frais, mais de produits simples, et peu onéreux. Par exemple, on privilégiera la truite d'élevage française plutôt que du saumon, ou un boeuf bourguignon à un pavé de boeuf.

Par ailleurs, une journée de chaque week-end sera "végétarienne" (pas de viande ni de poisson).

Le titulaire assurera la coordination de l'ensemble de ces prestations par la mise à disposition d'un intendant sur le stand pendant toute la durée du salon.

Article 28. Moyens à disposition du titulaire

Le titulaire disposera d'une cuisine fermée d'environ 15 m² comportant:

- un évier double avec égouttoir avec eau chaude et froide
- un lave-vaisselle professionnel
- un grand réfrigérateur professionnel de 800 litres
- une plaque de cuisson à induction 4 feux
- un four professionnel
- des étagères de rangement
- trois supports poubelles et des sacs
- 5 casiers fermant à clés pour le personnel.

Pour l'animation culinaire, le titulaire disposera d'un ilôt disposant d'un point chaud et d'un point froid,

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 17 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

ainsi que de prises électriques.

Les coordonnées du titulaire du lot 1 seront communiquées au titulaire du lot 2 à la notification du marché.

La date d'accès aux espaces (cuisine, réserve, îlot d'animation) et équipements sera convenue d'un commun accord avec le titulaire du lot 1 du marché. En tout état de cause, cette date doit permettre au titulaire du lot 2 de pourvoir à l'installation des petits équipements à sa charge au plus tard la veille du démarrage du salon **soit le 23 février 2024 à 10h**.

Article 29. Description des prestations

29-1 L'animation culinaire

L'animation aura lieu 2 à 3 fois par jour sur le stand. La programmation se fera en lien avec l'équipe chargée de l'animation (lot 3 du marché) afin de la coordonner avec les autres animations sur le stand.

Les animations doivent se faire autour du thème "cuisiner responsable".

L'offre présente : une programmation pour les 9 jours avec toutes les catégories de produits présentés alternativement:

- Fruits, légumes, fleurs, viande, produits de la mer et produits de la ruche, il s'agit de faire découvrir des recettes faciles, sans gaspillage de produits méconnus, bon marché et de saison (exemple : les poissons de saison, coquillages de nos côtes, végétaux de saison.....).

Cette animation sur le stand est destinée au public - adulte et enfant - et a une vocation pédagogique; elle doit permettre de déguster les préparations réalisées avec le public ; ces dégustations se feront exclusivement en portions individuelles, dans des contenants à usage unique ou lavables.

Le prestataire doit prévoir pour la gestion de cette animation:

- un chef cuisinier dédié familier de l'animation
- la fourniture des produits et des contenants.

29-2 La restauration quotidienne des équipes

La restauration des personnels travaillant sur le stand s'effectue dans la "cantine", une salle dédiée (environ 20m2), équipée de tables et de chaises pour 10 à 12 personnes, d'une desserte pour café, thé et boissons

Le prestataire a en charge:

Le buffet petit déjeuner

- Pour environ 20 personnes / jour
- Seront proposés des boissons chaudes (café, thé), des jus de fruits frais, ainsi que des viennoiseries

Le déjeuner

- 20 repas / jour, à servir entre 12h et 14h : à noter qu'il s'agit d'une moyenne sur les 9 jours du

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 18 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

salon, le nombre de repas peut monter à 40 repas les lundi, mardi, mercredi, et descendre à une douzaine les week-ends.

- Les repas seront composés d'une entrée froide ou chaude, d'un plat chaud, et 'un dessert, d'eau plate ou gazeuse à volonté. Une version végétarienne du menu doit pouvoir être proposée.

Il n'est pas servi d'alcool aux déjeuners à la cantine.

29-3 Les déjeuners VIP

Ces déjeuners seront servis à la demande, la composition des menus sera identique à ceux servis à la cantine (article 29-2 du présent CCP), mais il pourra y être servi du vin.

Ces déjeuners réuniront de 2 à un maximum de 5 convives, ils pourront être servis dans l'espace conférence ou le bureau de la Directrice générale.(2 déjeuners pendant la durée du salon).

29-4 Les évènements

Le prestataire a en charge les évènements suivants qui auront lieu dans l'espace privé (salle de réception):

- 1 cocktail dînatoire pour environ 100 personnes pour l'inauguration du stand de FranceAgriMer qui a lieu en général le lundi vers 17h30, 12 pièces/personne
- 1 cocktail (apéritif) pour environ 80 personnes à l'issue des Entretiens de L'Observatoire de la formation des prix et des marges (OFPM), qui a lieu habituellement le jeudi à 12h30, 6 à 8 pièces/personne
- 1 cocktail dînatoire pour les conseillers diplomatiques pour environ 110 personnes qui a lieu en général le jeudi vers 17 h 30, 10 pièces/personne
- L'accueil café en amont des conférences du matin (pour 20 personnes environ, 3 à 4 conférences maximum pendant le salon,
- Des pauses cafés à la demande dans l'après-midi (10 à 15 personnes environ, 2 à 3 fois maximum pendant le salon),
- Un repas d'équipe (20 personnes) le dernier week-end du salon (planches charcuterie/fromages)

Article 30: Le fonctionnement des services de restauration

Il est attendu du titulaire du marché qu'il assure le fonctionnement des différents espaces et types de restauration sur le stand. Cela comprend:

- l'approvisionnement en produits et coupelles de dégustation pour l'animation culinaire
- la restauration (préparation et service) en salle : cantine et salle de réception
- l'approvisionnement en produits alimentaires pour assurer les services de restauration, jusqu'au nettoyage de la vaisselle et des espaces de restauration après le service (y compris la fourniture

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 19 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

des ustensiles et produits d'entretien)

- la fourniture de la batterie de cuisine et de la vaisselle de table (assiettes, couverts, verres, tasses à café, serviettes en papier, etc.) pour un fonctionnement en continu : petit déjeuner, déjeuner à horaires variables, cocktails
- le fonctionnement du bar : fourniture d'une cafetière expresso, des verres, des tasses à café et à thé avec soucoupes et cuillères
- l'approvisionnement en boissons alcoolisées pour les déjeuners (à la demande), et pour les cocktails : uniquement vins rouges et blancs français (pas de champagne, pas d'alcool fort).
- l'approvisionnement en boisson non alcoolisées pour tous les espaces
- la prise en charge du recrutement et de la rétribution du personnel nécessaire à la réalisation des prestations faisant l'objet du marché :
 - 2 chefs cuisiniers, dont un dédié à la cuisine générale du stand et un dédié à l'animation culinaire
 - Commis autant que nécessaire
 - Personnel de service en nombre suffisant à chaque fois que nécessaire, et notamment pour les cocktails
 - **1 intendant : il sera l'interlocuteur privilégié sur place des équipes de FranceAgriMer. Il coordonnera les services dans les différentes salles de réunion ou de restauration, fera le lien entre la cuisine et la salle de restauration, et l'animation culinaire, fera le service... Cette fonction requiert une disponibilité sur site chaque jour une heure avant l'ouverture du salon et jusqu'à la fermeture.**

Programmation des prestations:

Les propositions de menus pour chaque jour de salon, ainsi que la composition des cocktails dînatoires sont détaillées dans l'offre présentée par le titulaire.

En fonction du planning des événements connu, et communiqué au titulaire, environ une semaine avant le salon, les choix de menus et cocktails seront affinés avec le prestataire..

Néanmoins, le titulaire doit pouvoir s'adapter aux besoins en nombre de repas, aux éventuels changements de programme et d'agenda des équipes de direction présentes sur le stand. L'ajustement du nombre de repas pourra être donné la veille au soir, avec une capacité d'adaptation sur le nombre communiqué d'une dizaine de repas le jour même.

Le Salon International de l'Agriculture exige beaucoup de souplesse, c'est un événement de communication et de relations publiques pour la direction de FranceAgriMer comme pour les équipes, qui doivent pouvoir accueillir et improviser des rencontres informelles avec leurs partenaires institutionnels, professionnels, ou encore des délégations étrangères. Le titulaire doit être en mesure de répondre aux demandes ponctuelles de dernière minute.

Il est recommandé au titulaire de procéder à la location d'un camion frigorifique et de son emplacement, la mise en place des branchements électriques extérieurs et le suivi journalier de son entretien, pour garder les matières premières et les boissons au frais tout au long de la semaine. En effet les espaces de stockage froid dans la cuisine pourraient ne pas être suffisants, de plus cela évite d'avoir à organiser des livraisons tous les jours sur le salon.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 20 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

Article 31: Suivi d'exécution - Reporting

Dans le cadre du suivi du marché, le prestataire fournira un récapitulatif des produits et quantités fournies et consommées durant le salon, pour les différents espaces et événements, dans le mois suivant la tenue du salon.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 21 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

Annexe 1 : Données protégées

Clauses relatives aux données protégées

Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, **ci-après désigné « FranceAgriMer »**

Et, d'autre part, **le titulaire du marché, ci-après désigné « le sous-traitant »** ou « le sous-traitant initial ».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes « données protégées » désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte de FranceAgriMer.

Les « données protégées » incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte de FranceAgriMer, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans le cadre du recueil d'informations et la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.**

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**
S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation,

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 22 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

l'effacement, l'adaptation, la modification, l'extraction, la transmission, la diffusion, la mise à disposition, le rapprochement.

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle) des personnes participant aux réunions de cadrage, des agents de FranceAgriMer, les personnes participant au stand FranceAgriMer du SIA 2024

Les catégories de personnes physiques concernées sont : le personnel de FranceAgriMer, les participants aux réunions de cadrage, les personnes destinataires des livrables, les personnes participant au stand FranceAgriMer du SIA 2024.

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis de FranceAgriMer

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.
En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.
Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.
- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.
Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.
- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
 - voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
 - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
 - s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
 - traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 23 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après « sous-traitant ultérieur »), sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : dpo@franceagrimer.fr

5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 24 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------

traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition de FranceAgriMer la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par FranceAgriMer ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11. Obligations de FranceAgriMer vis-à-vis du sous-traitant

FranceAgriMer s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.

FranceAgriMer	Salon International de l'Agriculture 2024 - LOT 2 -	Code Doc CCP	Page 25 sur 25
---------------	--	-----------------	----------------